

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

28 septembre 2022

PLF POUR 2023 - (N° 273)

Retiré

**AMENDEMENT**

N ° I-CF63

présenté par

Mme Louwagie, Mme Dalloz, Mme Anthoine, M. Bazin, Mme Bonnivard, M. Brigand,  
M. Fabrice Brun, M. Cinieri, M. Cordier, Mme Corneloup, M. Descoeur, M. Dubois, M. Forissier,  
M. Gosselin, Mme Gruet, M. Hetzel, M. Kamardine, Mme Alexandra Martin, M. Neuder, M. Nury,  
M. Seitlinger, Mme Tabarot, M. Taite, Mme Valentin, M. Jean-Pierre Vigier, M. Vincendet et  
M. Viry  
-----

**ARTICLE ADDITIONNEL****APRÈS L'ARTICLE 8, insérer l'article suivant:**

I. – Au début du 1 *septies* du II de l'article 266 *sexies* du code des douanes, après le mot :  
« chaleur », sont insérés les mots : « ,de gaz ».

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe  
additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des  
impositions sur les biens et services.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Il est proposé d'exonérer de TGAP les CSR (déchets non recyclables aujourd'hui enfouis) pour la  
production de gaz. Ces CSR, valorisés par les techniques de pyrogazéification, permettent de  
fabriquer un gaz renouvelable, injectable dans les réseaux. Ils participeront, demain, à des projets  
d'économie circulaire visant à décarboner la mobilité, le chauffage, l'industrie...

Ils sont reconnus dans le code de l'environnement depuis la loi Résilience et Climat.

Les CSR électricité et hydrogène sont aujourd'hui exonérés de TGAP. Les CSR gaz doivent l'être  
aussi pour aider les collectivités à atteindre leurs objectifs de réduction du taux de déchets enfouis  
(loi de transition écologique de 2015).

Dans son étude 2018 pour un mix gazier 100 % vert, confirmée en 2021, l'Ademe tient compte de  
cette filière de valorisation des déchets de nos collectivités. Elle sera essentielle à l'atteinte des  
objectifs de neutralité carbone en 2050 et à la décarbonation présente de divers secteurs, comme le  
logement, l'industrie et la mobilité.

Cet amendement est proposé par l'Association Française du gaz (AFG).